

30/10/69

REFA

30 OCT. 1969

Combat

LE climat passionnel des débats qui ont eu lieu hier au Bundestag indique assez l'ampleur de la controverse qui déchirera l'opinion publique à propos de la nouvelle politique que le Chancelier Brandt va tenter à l'Est. Tous ceux qui, en Allemagne fédérale, sont fidèles au conservatisme auront le réflexe du journal de M. Strauss : une « grande braderie » sa s'ouvrir ; tous ceux que l'immobilisme exaspère penseront en revanche comme M. Brandt « qu'une politique réaliste doit partir des réalités », que l'une de celles-ci s'appelle la RDA et que la politique de l'autruche n'est plus de mise.

Reconnaître que la nation allemande est divisée en deux Etats, tout entreprendre pour que ceux-ci soient davantage unis aux plans du commerce, de l'industrie, du droit des gens, des contacts humains, tout cela est d'un réalisme bien compris si l'on pense que l'Etat stalinien de M. Ulbricht n'aura qu'un temps et que le jour viendra où une libéralisation s'esquissera dans l'ordre et la discipline. Il sera possible d'imaginer alors une sorte de confédération lâche, mais de nature à amener au cœur de l'Europe une détente qui n'existera pas tant que subsistera l'absurde frontière de Lübeck à Hof.

Dans cet objectif à long terme, la reconnaissance de jure du régime de M. Ulbricht ne peut être que rejetée par M. Brandt. Il lui faut ménager les chances futures. Celles-ci passent premièrement par une amélioration des rapports avec la Pologne, qui fut la victime de la nation allemande et par conséquent des deux Etats qui la composent. Le Chancelier Brandt connaît le prix d'une réconciliation durable : la reconnaissance de la frontière Oder-Neisse. C'est une réalité de 25 ans. Personne ne peut plus raisonnablement penser retrouver les frontières de 1937. A quoi bon nourrir des chimères ?

De même, le Chancelier Brandt acceptera de considérer comme nuls et non avenues les accords de Munich. A quoi bon braquer la Tchécoslovaquie sur un rappel douloureux qui lui fasse entrevoir des menaces ?

Ce sont ces nouvelles bases que l'on appelle dispositions à la « braderie » dans certains cercles chrétiens-démocrates. Il s'agit en fait d'un remarquable élan vers une autre organisation de l'Europe centrale où l'Allemagne puisse retrouver une influence et des positions commerciales et culturelles qui furent traditionnellement les siennes et qui ne pourront pas le redevenir tant que l'on aura, à Moscou comme à Berlin-Est, quelques raisons de dénoncer un « revanchisme ». La sécurité et l'unité de l'Europe passent incontestablement par la réalisation des buts que M. Brandt, en accord avec les libéraux-démocrates, a longuement et patiemment médités du temps où il assistait à la lente décomposition de la politique dépassée du docteur Adenauer.

En refusant de voir ces buts, en n'acceptant pas, comme les autres Etats de l'Europe orientale de se montrer ouverte aux nouvelles intentions de Bonn, la RDA adopte une attitude conservatrice que les circonstances lui feront abandonner. M. Brandt n'est pas pressé. Sa politique n'est pas de caprice : elle est fondée sur l'ardente recherche de donner à l'Allemagne un double destin apaisant, à l'Est comme à l'Ouest.